

ministre des travaux publics, qu'il doit lui en avoir parlé à maintes reprises, et cependant le ministre ne se rappelle de rien à ce sujet.

Sir JOHN A. MACDONALD : L'honorable député est convaincu que des représentations ont dû être faites à mon honorable ami, et qu'il les a oubliées; que sa fidèle mémoire lui fait défaut. L'honorable député dit qu'il est convaincu que tel est le cas, ce qui prouve simplement qu'il peut être convaincu, ou se dire convaincu, et, tout de même, être dans l'erreur. La vérité, dans cette affaire, est que j'ai bien peu entendu parler, si j'en ai entendu parler du tout, d'un bureau de poste ou d'un bureau de douanes, durant ma campagne électorale. Au contraire, j'ai été informé que nos édifices publics devraient être tenus à loyer—qu'ils seraient encore loués, parce que la personne qui loue la bâtisse est ou une veuve, ou la fille de l'ancien propriétaire, et que le loyer de cette bâtisse est son seul moyen de subsistance. Ainsi, je n'ai jamais insisté auprès de mon honorable ami. Je dois dire que le gouvernement est dans une position désagréable au sujet de ces bureaux de poste. Il n'y a pas moyen de satisfaire ces honorables messieurs. Si un édifice public est construit dans un comté représenté par un partisan du ministère, on dit que ce partisan est personnellement intéressé, et que cet édifice est construit dans un but particulier. Si un édifice est construit dans un comté qui est représenté par un honorable membre de la gauche, alors, d'honorables messieurs, comme l'honorable député d'York, prétendent que c'est un édifice comme celui que l'on a construit dans le comté d'Antigonish, dont le but a été de corrompre les électeurs en les engageant à voter contre le représentant actuel de ce comté. De sorte qu'il n'y a aucun moyen de les satisfaire. Si nous construisons un bureau de poste dans un comté représenté par un ministériel, on dit que c'est une faveur indue accordée au représentant, ou une faveur destinée à corrompre son comté, et si nous construisons un édifice public dans une localité, qui est représentée par un adversaire, on nous dit encore que c'est dans le but corrompu de lui enlever sa division électorale.

M. LISTER : Je désire répondre à l'honorable député d'Essex-Nord, que je n'aurais peut-être pas amené ce sujet devant la Chambre, si j'avais pensé qu'il provoquait une telle discussion. Je dirai simplement à l'honorable monsieur et à l'honorable député d'Essex-Sud, qu'ils ne représentent pas tout le pays, bien qu'ils soient membres de ce parlement.

Ces personnes ont parfaitement le droit de soumettre leurs griefs à cette Chambre par le moyen qu'elles jugent à propos de prendre, et elles ont cru devoir se servir de moi pour soulever cette question devant cette Chambre. Mais je désire donner à l'honorable député d'Essex-Sud l'assurance que je nourris pour lui, aujourd'hui, comme je l'ai toujours fait, les sentiments de la plus haute estime. Je regretterais de dire rien qui pût le froisser, non-seulement sur le présent sujet, mais aussi sur tout autre.

S'il juge à propos de s'opposer à moi, lorsque j'accomplis un devoir public, je ne puis me plaindre. Je pense, toutefois, que l'honorable monsieur, en me mentionnant comme il l'a fait, ne s'est pas conduit de manière à lui faire honneur; mais comme il a retiré ces paroles, je n'ai plus besoin d'en parler. Il a attaqué M. Mowat, parce que ce dernier, ne pouvant assister à deux termes de la cour en chancellerie, a jugé à propos de me nommer conseil de la reine dans le comté d'Essex; et j'espère que je me suis acquitté fidèlement des devoirs qui m'incombaient, à la satisfaction du gouvernement et du public. Les paroles dont l'honorable monsieur s'est servi à mon adresse, étaient indignes de lui, et quand il y réfléchira, il l'admettra, lui même, j'en suis sûr.

Je ne me plains pas des honorables députés d'Essex ou du gouvernement; je demande simplement un renseignement. Je demande à ces honorables députés de déclarer s'il est vrai ou non qu'ils aient promis à la population de Essex Sud que ces édifices seraient construits.

L'honorable député d'Essex-Nord, tout disposé qu'il fût à me répondre, a déclaré que l'honorable député d'Essex-Sud traiterait mes paroles avec mépris. Il m'a semblé quelque peu extraordinaire que l'honorable député d'Essex-Nord ait jugé à propos de répondre lui-même. J'ai posé cette question, et il n'y a pas eu encore de réponse. L'honorable monsieur n'a pas encore dit s'il avait fait cette promesse ou non. S'il l'a faite, il devrait l'admettre franchement; mais s'il ne l'a pas faite, il devrait contredire cet avancé.

Je ne puis que répéter que je n'ai aucun blâme à formuler au sujet de la construction de ce bureau de poste; mais j'ai mentionné le fait de ces bureaux de poste, qui ont été construits dans de petites localités, comme une preuve que le rapport qui a été fait avait quelque chose de fondé. Dans la ville de Sarnia, où j'ai l'honneur de résider, la recette de la douane, l'année dernière, s'est montée à \$94,646, et cette ville contient environ 6,000 habitants.

En sus de cela, nous avons la recette du bureau de poste et celle du revenu de l'intérieur, et cependant, les bureaux publics de cette ville sont une disgrâce pour le pays. Mais, chose étrange, une localité ne contenant pas plus de 500 habitants, et rapportant un revenu annuel de \$1,500 seulement, peut avoir des édifices publics, tandis que des villes d'affaires, populeuses et prospères, en sont privées.

Je crois que c'est le devoir du gouvernement d'adopter une règle générale pour la construction d'édifices publics dans les centres d'affaires qui en ont besoin, parce qu'autrement le gouvernement donne prise au soupçon qu'il construit des édifices publics dans ces petites localités pour acheter les comtés dans lesquels elles se trouvent.

M. WIGLE : Je ne puis m'asseoir tranquillement et laisser passer sans réponse les déclarations faites par l'honorable député de Lambton. D'après ce qu'il vient de dire, il paraît que la ville de Sarnia mérite d'avoir un bureau de poste. Si l'honorable monsieur s'occupait plus des intérêts de Lambton-Ouest et permettait à Essex-Sud de s'occuper des siens, il servirait mieux la cause de ses propres commettants. Les électeurs de Essex-Sud sont parfaitement satisfaits de leur représentant; mais il paraît que l'honorable député n'a rien à reprocher à Lambton-Ouest, et il cherche des griefs ailleurs. Il s'est d'abord occupé de la question du phare de Colchester, et il n'a trouvé là rien à redire. Puis il a porté ses regards sur le bureau de poste de Morrisburg, et il n'a pas trouvé là, non plus, aucun grief. Puis il a jeté les yeux sur le havre de Kingsville, et il a constaté que tout était très bien, là encore. Puis il s'est rendu au bureau de poste de Wheatley, et il a voulu insinuer que M. Fox, le maître de poste, n'était pas l'homme qu'il convenait d'avoir. Le même correspondant qui écrivit à l'honorable député, adressa une lettre au *Globe*, déclarant que le maître de poste de Wheatley avait perdu une lettre enregistrée contenant \$500; mais nous constatâmes que la somme était moins de \$100, et que le maître de poste avait déclaré être prêt à rembourser l'argent aussitôt qu'il serait prouvé que la lettre était perdue.

M. L'ORATEUR : L'honorable député parle d'un débat antérieur.

M. WIGLE : Je ne parlerai plus, alors, de cette affaire; mais, dans tous les cas, j'en ai dit ce que je voulais. Leamington n'est pas un grand village; mais c'est une localité où il se fait beaucoup d'affaires, et elle devrait avoir un bureau de poste. J'ai toujours insisté auprès du gouvernement pour qu'il construisit un bureau de poste dans ce village; mais il n'a pas encore été construit. J'espère que ce village aura son bureau de poste, quand il sera devenu plus considérable, et je suis convaincu que le gouvernement lui donnera cet édifice quand il aura droit de l'avoir. Je suis responsable des actes du gouvernement à Essex-Sud; la population de ce comté en est satisfaite, et je dis que je n'ai jamais promis à Essex-Sud une institution publique d'aucune espèce, dans aucune élection que j'ai faite dans ce comté. Je suis